

MINISTÈRE WALLON DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2008 — 1829

[2008/202044]

22 MAI 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux amendes administratives en matière de service de transport public de personnes en Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, notamment les articles 36bis, 36ter et 36quater, modifiés ou insérés par le décret du 6 décembre 2007;

Vu l'avis n° 44.318/4 du Conseil d'Etat, donné le 16 avril 2008, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 mai 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 mai 2008;

Sur proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° : décret : le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne;

2° : sociétés d'exploitation : les sociétés visées à l'article 18 du décret;

3° : exploitants : les sociétés d'exploitation, ainsi que les sociétés chargées de l'exploitation de services réguliers et services réguliers spécialisés en vertu de l'article 36 du décret;

4° : personnel : toute personne liée aux exploitants par un contrat de travail;

5° : personnel de contrôle : le personnel des sociétés d'exploitation visé à l'article 36ter du décret;

6° : personnel sanctionnateur : le personnel des sociétés d'exploitation visé à l'article 36quater du décret;

7° : frais administratifs : les frais déterminés par le Gouvernement wallon dans la réglementation relative aux prix à percevoir pour le transport de voyageurs sur le réseau des sociétés de transport en commun de la Région wallonne;

8° : infrastructure : tous les espaces utilisés par les sociétés d'exploitation pour l'exploitation des transports en commun et notamment les arrêts et les stations de surface et souterraines du réseau, à l'exception des espaces occupés par des tiers possédant un titre valable;

9° : zone contrôlée : une zone faisant partie de l'infrastructure, délimitée par une signalisation appropriée et à l'intérieur de laquelle le public doit être en possession d'un titre de transport valable;

10° : installations : tous les aménagements qui sont utilisés pour l'exploitation des transports en commun ou qui sont apportés par ou pour les sociétés d'exploitation sur, à ou dans l'infrastructure;

11° : matériel roulant : tout véhicule utilisé par les sociétés d'exploitation ou destiné aux transports en commun;

12° : voyageur : toute personne se trouvant dans un véhicule destiné aux transports en commun ou dans une zone contrôlée.

Art. 2. § 1^{er}. Est constitutive d'une infraction de la catégorie I l'infraction aux articles 33 à 37 de l'arrêté royal du 15 septembre 1976 portant règlement sur la police des transports de personnes par tram, métro, autobus et autocar, à l'exception des 3^o, 4^o et 5^o de l'article 35.

§ 2. Est constitutive d'une infraction de la catégorie II toute infraction à l'article 35, 3^o, 4^o ou 5^o, du même arrêté, notamment le fait de :

1° voyager ou franchir les zones contrôlées en étant dépourvu d'un titre de transport valable ou voyager au-delà de la zone de destination du titre de transport;

2° refuser de présenter, à la montée dans le véhicule, le titre de transport déjà en sa possession, ou refuser de présenter ou remettre son titre de transport à la réquisition du personnel de contrôle;

3° voyager en utilisant un titre de transport falsifié ou un titre de transport nominatif dont il n'est pas le titulaire.

Art. 3. § 1^{er}. Sont punis d'une amende administrative de 75 EUR ceux qui commettent une infraction de catégorie I, prévue à l'article 2, § 1^{er}.

Sont punis d'une amende administrative de 150 EUR ceux qui commettent une infraction de catégorie I, prévue à l'article 2, § 1^{er}, dans les vingt-quatre mois du constat d'une première infraction de la même catégorie.

§ 2. Sont punis d'une amende administrative de 75 EUR ceux qui commettent une infraction de catégorie II prévue à l'article 2, § 2, 1^o :

1° lorsqu'ils s'abstiennent de payer, dans le délai de dix jours qui suit le jour de la constatation, le prix du transport, majoré des frais administratifs prévus par le Gouvernement wallon;

2° lorsque dépourvus, le jour du voyage, de l'abonnement ou de la carte de réduction dont ils sont titulaires, ils s'abstiennent, dans le même délai de dix jours, de présenter ces documents en cours de validité et de payer le prix du transport, majoré des frais administratifs prévus par le Gouvernement wallon, selon les modalités qui leur seront communiquées par les sociétés d'exploitation.

Sont punis d'une amende administrative de 75 EUR ceux qui commettent une infraction de catégorie II, prévue à l'article 2, § 2, 2^o.

Sont punis d'une amende administrative de 150 EUR ceux qui commettent une deuxième infraction de catégorie II, prévue à l'article 2, § 2, 1^o ou 2^o, dans les vingt-quatre mois du constat d'une première infraction de catégorie II, prévue à l'article 2, § 2, 1^o, 2^o ou 3^o, et de 300 EUR lors d'une troisième infraction dans le même délai.

§ 3. Sont punis d'une amende administrative de 300 EUR ceux qui commettent une infraction de catégorie II, prévue à l'article 2, § 2, 3^o.

Art. 4. § 1^{er}. Les membres du personnel de contrôle qui constatent une infraction visée à l'article 2 du présent arrêté dressent un constat dont copie est remise sur le champ au contrevenant. Le contrevenant est tenu de s'identifier sur simple demande avec une pièce d'identité valable.

§ 2. Sur la base du constat visé au § 1^{er}, un procès-verbal est dressé lorsqu'il y a infraction à l'article 2 susceptible d'être punie d'une amende administrative sur base de l'article 3. Le procès-verbal atteste que le contrevenant a reçu copie dudit constat. Il doit être signé par le contrôleur qui a fait ledit constat.

§ 3. Le procès-verbal est transmis aux membres du personnel sanctionnateur. Dans les trente jours calendrier du constat visé au § 1^{er}, le membre du personnel notifie le procès-verbal au contrevenant par courrier, l'informant :

- de la sanction administrative qu'il risque d'encourir;

- de la manière dont le contrevenant, s'il le souhaite, peut faire valoir ses observations soit par écrit, soit par audition.

§ 4. Le contrevenant informe le membre du personnel sanctionnateur de ses observations ou de sa demande d'audition par lettre recommandée ou contre accusé de réception dans les vingt jours de la notification du procès-verbal. Si le contrevenant souhaite être entendu et qu'il souhaite se voir accompagné ou représenté par un tiers, il doit joindre copie de la carte d'identité dudit tiers à sa demande d'audition, sauf si ce tiers a la qualité d'avocat.

§ 5. Le membre du personnel sanctionnateur notifie au contrevenant sa décision relative à l'application d'une sanction administrative dans les soixante jours de la notification du procès-verbal au contrevenant ou, en cas de demande d'audition, dans les soixante jours de la date à laquelle le contrevenant ou son représentant a été ou aurait dû être auditionné. La décision est notifiée au contrevenant par lettre recommandée ou, dans le cas où aucune amende administrative n'est prononcée, par simple courrier.

Si la décision impose une amende administrative, elle précise les modalités de paiement. Elle informe également le contribuable de ce qu'il dispose d'un droit de recours devant le tribunal de police conformément à l'article 36quater, § 3, du décret, dont la décision reproduit la teneur.

§ 6. Le contrevenant procède, dans le mois de la notification de la décision d'appliquer une sanction administrative, au paiement du montant réclamé.

§ 7. En cas de défaut de paiement dans le délai prévu au § 6, le membre du personnel sanctionnateur délivre une contrainte dans les soixante jours de l'expiration dudit délai et déclare celle-ci exécutoire et la notifie au contrevenant par courrier.

Art. 5. Le décret du 6 décembre 2007 modifiant l'article 36bis du décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne et y insérant les articles 36ter et 36quater ainsi que le présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} jour du deuxième mois qui suit la date de la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté.

Art. 6. Le Ministre des Transports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 mai 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 2008 — 1829

[2008/202044]

22. MAI 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung über die administrativen Geldbußen im Bereich der öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region, insbesondere der Artikel 36bis, 36ter und 36quater, abgeändert bzw. eingefügt durch das Dekret vom 6. Dezember 2007;

Aufgrund des am 16. April 2008 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens n^o 44.318/4 des Staatsrats;

Aufgrund des am 19. Mai 2008 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 22. Mai 2008 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1^o: Dekret: das Dekret vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region;

2^o: Betriebsgesellschaften: die in Artikel 18 des Dekrets erwähnten Gesellschaften;

3^o: Betreiber: die Betriebsgesellschaften sowie die Gesellschaften, die aufgrund des Artikels 36 des Dekrets mit dem Betrieb der spezialisierten regelmäßigen und unregelmäßigen Dienste beauftragt sind;

4^o: Personal: jede mit den Betreibern durch einen Arbeitsvertrag verbundene Person;

5^o: Kontrollpersonal: das in Artikel 36ter des Dekrets erwähnte Personal der Betriebsgesellschaften;

6^o: sanktionierendes Personal: das in Artikel 36quater des Dekrets erwähnte Personal der Betriebsgesellschaften;

7^o: Verwaltungskosten: die durch die Wallonische Regierung in der Regelung in Bezug auf die Tarife für die Personenbeförderung auf dem Netz der Verkehrsgesellschaften der Wallonischen Region bestimmten Verwaltungskosten;

8^o: Infrastruktur: alle von den Betriebsgesellschaften für den Betrieb der öffentlichen Verkehrsmittel benutzten Flächen und insbesondere die Haltestellen und die oberirdischen und unterirdischen Stationen des Verkehrsnetzes, mit Ausnahme der Flächen, die von Drittpersonen, die über einen gültigen Nachweis verfügen, besetzt werden;

9^o: kontrollierte Zone: eine zur Infrastruktur gehörende Zone, die mittels einer geeigneten Beschilderung abgegrenzt ist und innerhalb deren die Öffentlichkeit im Besitz eines gültigen Fahrscheins sein muss;

10^o: Anlagen: alle Einrichtungen, die zur Betreuung der öffentlichen Verkehrsmittel benutzt werden oder die durch bzw. für die Betriebsgesellschaften an bzw. in der Infrastruktur angebracht werden;

11°: Fahrzeug: jedes von den Betriebsgesellschaften benutzte oder für die öffentlichen Verkehrsmittel bestimmte Fahrzeug;

12°: Reisender: jede Person, die sich in einem für die öffentlichen Verkehrsmittel bestimmten Fahrzeug oder in einer kontrollierten Zone befindet.

Art. 2 - § 1. Der Verstoß gegen die Artikel 33 bis 37 des Königlichen Erlasses vom 15. Dezember 1976 zur Einführung einer Regelung über die Personenbeförderung mit Straßenbahnen, U-Bahnen, Linien- und Reisebussen, mit Ausnahme der Punkte 3°, 4° und 5° von Artikel 35, stellt einen Verstoß der Kategorie I dar.

§ 2. Jeder Verstoß gegen Artikel 35, 3°, 4° oder 5° desselben Erlasses stellt einen Verstoß der Kategorie II dar, insbesondere die Tatsache, dass man:

1° reist oder die kontrollierten Zonen überschreitet, ohne im Besitz eines gültigen Fahrscheins zu sein, oder jenseits der Bestimmungszone des Fahrscheins reist;

2° sich weigert, beim Einsteigen ins Fahrzeug den Fahrschein, über den man schon verfügt, vorzuzeigen, oder sich weigert seinen Fahrschein auf Anforderung des Kontrollpersonals vorzuzeigen bzw. abzugeben;

3° reist, indem man einen gefälschten oder einen auf einen anderen Namen als den eigenen lautenden Fahrausweis benutzt.

Art. 3 - § 1. Diejenigen, die einen in Artikel 2, § 1 vorgesehenen Verstoß der Kategorie I begehen, werden mit einer administrativen Geldbuße in Höhe von 75 EUR bestraft.

Diejenigen, die einen in Artikel 2, § 1 vorgesehenen Verstoß der Kategorie I begehen, werden mit einer administrativen Geldbuße in Höhe von 150 EUR bestraft, wenn dies innerhalb von vierenzwanzig Monaten nach einem ersten Verstoß derselben Kategorie geschieht.

§ 2. Diejenigen, die einen in Artikel 2, § 2, 1° vorgesehenen Verstoß der Kategorie II begehen, werden mit einer administrativen Geldbuße in Höhe von 75 EUR bestraft, wenn:

1° sie innerhalb von zehn Tagen nach dem Tag der Feststellung des Verstoßes den Preis des Transports zuzüglich der von der Wallonischen Regierung vorgesehenen Verwaltungskosten nicht entrichten;

2° sie am Tag der Reise nicht im Besitz der Zeit- bzw. Ermäßigungskarte sind, deren Inhaber sie sind, und innerhalb derselben Frist von zehn Tagen diese gültigen Dokumente nicht vorlegen und den Preis des Transports zuzüglich der von der Wallonischen Regierung vorgesehenen Verwaltungskosten gemäß den Modalitäten, die die Betriebsgesellschaften ihnen mitteilen werden, nicht entrichten.

Diejenigen, die einen in Artikel 2, § 2, 2° vorgesehenen Verstoß der Kategorie II begehen, werden mit einer administrativen Geldbuße in Höhe von 75 EUR bestraft.

Diejenigen, die einen in Artikel 2, § 2, 1° oder 2° vorgesehenen zweiten Verstoß der Kategorie II begehen, werden mit einer administrativen Geldbuße in Höhe von 150 EUR bestraft, wenn dies innerhalb von vierenzwanzig Monaten nach einem in Artikel 2, § 2, 1°, 2° oder 3° vorgesehenen ersten Verstoß derselben Kategorie geschieht, und in Höhe von 300 EUR bei einem dritten Verstoß innerhalb derselben Frist.

§ 3. Diejenigen, die einen in Artikel 2, § 2, 3° vorgesehenen Verstoß der Kategorie II begehen, werden mit einer administrativen Geldbuße in Höhe von 300 EUR bestraft.

Art. 4 - § 1. Die Mitglieder des Kontrollpersonals, die eine in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses feststellen, nehmen ein Protokoll auf und händigen dem Zuwiderhandelnden eine Kopie davon aus. Der Zuwiderhandelnde muss sich auf einfache Anfrage mittels eines gültigen Personalausweises ausweisen.

§ 2. Auf der Grundlage der in § 1 erwähnten Feststellung eines Verstoßes wird ein Protokoll aufgenommen, wenn ein Verstoß gegen Artikel 2 besteht, der mit einer administrativen Geldbuße auf der Grundlage von Artikel 3 bestraft werden kann. Es muss vom Kontrolleur, der den besagte Verstoß festgestellt hat, unterzeichnet werden.

§ 3. Das Protokoll wird den Mitgliedern des sanktionierenden Personals übermittelt. Innerhalb von dreißig Tagen nach der in § 1 erwähnten Feststellung eines Verstoßes stellt das Personalmitglied dem Zuwiderhandelnden das Protokoll per Post zu und teilt ihm Folgendes mit:

- die administrative Geldbuße, die ihm auferlegt werden kann;
- die Art, wie der Zuwiderhandelnde, der es wünscht, seine Bemerkungen entweder schriftlich oder durch Anhörung gelten lassen kann.

§ 4. Der Zuwiderhandelnde teilt dem Mitglied des sanktionierenden Personals seine Bemerkungen oder seinen Antrag auf Anhörung per Einschreiben oder gegen Empfangsbestätigung innerhalb von zwanzig Tagen nach der Zustellung des Protokolls mit. Wenn der Zuwiderhandelnde angehört werden möchte und von einer Drittperson begleitet bzw. vertreten werden möchte, muss er eine Kopie des Personalausweises der besagten Drittperson seinem Antrag auf Anhörung beifügen, außer wenn diese Drittperson die Eigenschaft eines Rechtsanwalts besitzt.

§ 5. Das Mitglied des sanktionierenden Personals stellt dem Zuwiderhandelnden seinen Beschluss in Bezug auf die Auferlegung einer administrativen Geldbuße innerhalb von zehzig Tagen nach der Zustellung des Protokolls an den Zuwiderhandelnden oder bei einem Antrag auf Anhörung innerhalb von zehzig Tagen nach dem Datum, an dem der Zuwiderhandelnde oder sein Vertreter angehört worden ist bzw. hätte angehört werden müssen, zu. Der Beschluss wird dem Zuwiderhandelnden per Einschreiben oder, falls keine administrative Geldbuße auferlegt worden ist, per einfache Post zugestellt.

Wird eine administrative Geldbuße auferlegt, so werden die Zahlungsmodalitäten im Beschluss angegeben. Durch den Beschluss wird ebenfalls dem Zuwiderhandelnden mitgeteilt, dass er über ein Einspruchsrecht beim Polizeigericht verfügt, gemäß Artikel 36^{quater}, § 3 des Dekrets, dessen Wortlaut im Beschluss angegeben wird.

§ 6. Der Zuwiderhandelnde zahlt den geforderten Betrag innerhalb eines Monats nach der Zustellung des Beschlusses, eine administrative Geldbuße aufzuerlegen.

§ 7. In Ermangelung einer Zahlung innerhalb der in § 6 vorgesehenen Frist stellt das Mitglied des sanktionieren Personals einen Zahlungsbefehl innerhalb von zehzig Tagen nach Ablauf der besagten Frist aus, erklärt diesen für vollstreckbar und stellt ihn dem Zuwiderhandelnden per Post zu.

Art. 5 - Das Dekret vom 6. Dezember 2007 zur Abänderung des Artikels 36*bis* des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region und zur Einfügung in das Dekret der Artikel 36*ter* und 36*quater* sowie der vorliegende Erlass treten am 1. Tag des zweiten Monats, der auf das Datum der Veröffentlichung vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* folgt, in Kraft.

Art. 6 - Der Minister des Transportwesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. Mai 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 2008 — 1829

[2008/202044]

**22 MEI 2008. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de administratieve geldboetes in de openbaarvervoerdiensten in het Waalse Gewest**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest, inzonderheid op de artikelen 36*bis*, 36*ter* en 36*quater*, gewijzigd of ingevoegd bij het decreet van 6 december 2007;

Gelet op het advies nr. 44.318/4 van de Raad van State, gegeven op 16 april 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 mei 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 22 mei 2008;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o : decreet : het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest;

2^o : exploitatiemaatschappijen : de maatschappijen bedoeld in artikel 18 van het decreet;

3^o : exploitanten : de exploitatiemaatschappijen, alsook de maatschappijen belast met de exploitatie van regelmatige vervoerdiensten en gespecialiseerde regelmatige vervoerdiensten krachtens artikel 36 van het decreet;

4^o : personeel : elke persoon die met de exploitanten een arbeidsovereenkomst heeft gesloten;

5^o : controlepersoneel : het personeel van de exploitatiemaatschappijen bedoeld in artikel 36*ter* van het decreet;

6^o : sanctionerend personeel : het personeel van de exploitatiemaatschappijen bedoeld in artikel 36*quater* van het decreet;

7^o : administratieve kosten : de kosten bepaald door de Waalse Regering in de regelgeving betreffende de vervoerprijzen die van toepassing zijn op het net van de openbaarvervoermaatschappijen in het Waalse Gewest;

8^o : infrastructuur : alle ruimtes die door de exploitatiemaatschappijen worden gebruikt voor de exploitatie van het openbaar vervoer, meer bepaald : de haltes, de boven- en ondergrondse stations van het net, met uitzondering van de ruimtes die door derden met een geldige titel worden bezet.

9^o : gecontroleerde zone : zone die deel uitmaakt van de infrastructuur, die door een duidelijke signalisatie is afgebakend en waarin het publiek een geldig vervoerbewijs moet bezitten;

10^o : installaties : alle inrichtingen die voor de exploitatie van het openbaar vervoer gebruikt worden of door voor de exploitatiemaatschappij op, aan of in de infrastructuur aangebracht worden;

11^o : rollend materiaal : elk voertuig gebruikt door de exploitatiemaatschappij of bestemd voor het openbaar vervoer;

12^o : reiziger : elke persoon die zich in een voor het openbaar vervoer bestemd voertuig of in een gecontroleerde zone bevindt.

Art. 2. § 1. De overtreding van de artikelen 33 tot 37 van het koninklijk besluit van 15 september 1976 houdende reglement op de politie van personenvervoer per tram, premetro, metro, autobus en autocar, met uitzondering van de punten 3^o, 4^o en 5^o van artikel 35, staat gelijk met een overtreding van categorie I.

§ 2. Elke overtreding van artikel 35, 3^o, 4^o of 5^o, van hetzelfde besluit staat gelijk met een overtreding van categorie II, o.a. :

1^o reizen of gecontroleerde zones betreden zonder geldig vervoerbewijs of verder reizen dan de bestemmingszone van het vervoerbewijs;

2° het vervoerbewijs waarover men beschikt weigeren te tonen bij het opstappen of zijn vervoerbewijs weigeren te tonen of af te geven op verzoek van het controlepersoneel;

3° reizen met een vervalst vervoerbewijs of met een nominatief vervoerbewijs waarvan men niet houder is.

Art. 3. § 1. Een overtreding van categorie I, zoals bedoeld in artikel 2, § 1, wordt gestraft met een administratieve geldboete van 75 EUR.

Een overtreding van categorie I, zoals bedoeld in artikel 2, § 1, binnen vierentwintig maanden na het vaststellen van een eerste overtreding in dezelfde categorie wordt gestraft met een administratieve geldboete van 150 EUR.

§ 2. Een overtreding van categorie II, zoals bedoeld in artikel 2, § 2, 1°, wordt gestraft met een administratieve geldboete van 75 EUR :

1° als de overtreder de vervoerprijs, verhoogd met de door de Waalse Regering bepaalde administratieve kosten, niet betaalt binnen een termijn van tien dagen na de dag van de vaststelling;

2° als de overtreder, die op de dag van de rit niet in het bezit is van zijn abonnement of verminderingskaart, deze geldige documenten niet overleggen binnen een termijn van tien dagen en de vervoerprijs, verhoogd met de door de Waalse Regering bepaalde administratieve kosten, niet betaalt volgens de modaliteiten die hen door de exploitatie-maatschappijen worden meegedeeld.

Een overtreding van categorie II, zoals bedoeld in artikel 2, § 2, 2°, wordt gestraft met een administratieve geldboete van 75 EUR.

Een tweede overtreding van categorie II, zoals bedoeld in artikel 2, § 2, 1° of 2°, binnen vierentwintig maanden na het vaststellen van een eerste overtreding van categorie II, zoals bedoeld in artikel 2, § 2, 1°, 2° of 3°, wordt gestraft met een administratieve geldboete van 150 EUR en met een geldboete van 300 EUR bij een derde overtreding binnen dezelfde termijn.

§ 3. Een overtreding van categorie II, zoals bedoeld in artikel 2, § 2, 3°, wordt gestraft met een administratieve geldboete van 300 EUR.

Art. 4. § 1. De leden van het controlepersoneel die een in artikel 2 van dit besluit bedoelde overtreding vaststelt, maakt een vaststelling op, waarvan onmiddellijk een kopie aan de overtreder wordt afgegeven. De overtreder dient zich op gewoon verzoek met een geldig identiteitsbewijs te identificeren.

§ 2. Op basis van de vaststelling bedoeld in § 1 wordt een proces-verbaal opgesteld in geval van overtreding van artikel 2 die krachtens artikel 3 met een administratieve geldboete strafbaar is. Het proces-verbaal bevestigt dat de overtreder een kopie van deze vaststelling heeft ontvangen. Het proces-verbaal wordt ondertekend door de controleur die de vaststelling gedaan heeft.

§ 3. Het proces-verbaal wordt aan het sanctionerend personeelslid overgemaakt. Het personeelslid stuurt het proces-verbaal binnen dertig kalenderdagen na de vaststelling bedoeld in § 1 per post naar de overtreder, die in kennis gesteld wordt van :

- de administratieve sanctie die hij dreigt op te lopen;
- de wijze waarop hij, indien hij het wenst, zijn opmerkingen schriftelijk of bij verhoor kan laten gelden.

§ 4. De overtreder geeft het sanctionerend personeelslid kennis van zijn opmerkingen of verzoek om gehoord te worden bij aangetekend schrijven of tegen ontvangstbewijs binnen twintig dagen na kennisgeving van het proces-verbaal. Als de overtreder wenst gehoord te worden en door een derde wenst begeleid of vertegenwoordigd te worden, voegt hij een kopie van de identiteitskaart van deze derde bij zijn verzoek om gehoord te worden, behalve als de derde advocaat is.

§ 5. Het sanctionerend personeelslid geeft de overtreder kennis van zijn beslissing in verband met de toepassing van een administratieve sanctie binnen zestig dagen na kennisgeving van het proces-verbaal of, bij een verzoek om gehoord te worden, binnen zestig dagen na de datum waarop de overtreder of diens vertegenwoordiger werd gehoord of gehoord had moeten worden. De beslissing wordt bij aangetekend schrijven aan de overtreder betekend of per gewone post als er geen administratieve geldboete wordt opgelegd.

Als de beslissing een administratieve geldboete oplegt, worden de betalingsmodaliteiten nader bepaald in die beslissing. Ze laat de belastingplichtige ook weten dat hij over het recht beschikt om beroep voor de politierechtbank in te stellen overeenkomstig artikel 36*quater*, § 3, van het decreet, waarvan de inhoud in de beslissing is opgenomen.

§ 6. De overtreder betaalt het verschuldigde bedrag binnen een maand na kennisgeving van de beslissing waarbij de administratieve sanctie is opgelegd.

§ 7. Bij gebrek aan betaling binnen de termijn bedoeld in § 6, vaardigt het sanctionerend personeelslid een dwangbevel uit binnen zestig dagen na afloop van deze termijn, verklaart het uitvoerbaar en geeft er de overtreder kennis van per post.

Art. 5. Het decreet van 6 december 2007 tot wijziging van artikel 36*bis* van het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest en tot invoeging van de artikelen 36*ter* en 36*quater* en dit besluit treden in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op de datum van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 6. De Minister van Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 mei 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE